

Mettre le feu au pays, décidément ?

Écrit par Abdellali Merdaci
Samedi, 29 Mai 2021 05:08



La politique est un bien curieux métier qui appelle l'alchimie des contraires et autorise, souvent, des potions peu ragoutantes. Il en est ainsi dans notre pays où des ennemis patentés d'hier se muent, désormais, en alliés pour faire tomber par des manifestations de rue un régime, aux objectifs certes discutables, mais indiscutablement légitime. Les marcheurs du néo-hirak sont d'anciens desperados du FIS dissous et de ses démembrements armés, recyclés dans Rachad, une organisation terroriste, des membres de partis stalinien et trotskiste très actifs dans les universités au milieu des années 1980, entretenant le doux rêve du « Grand Soir », des séparatistes du MAK en attente de structuration militaire dont l'ANP a déjoué récemment une tentative d'acquisition d'armes, et des agents formés à l'agit-prop par les « services » américains dans le cadre du projet de démocratisation du Moyen Orient. Derrière eux se déploie la grande masse de marcheurs apolitiques, qui ne semblent exister que pour donner la consistance aux foules des vendredis. Il serait naïf de croire, comme le martèlent ses porte-parole autorisés, que le néo-hirak n'a ni direction ni programme politique, qu'il vogue à l'estime.

La dérive violente et mortifère, aujourd'hui quasi-instituée, que le néo-hirak et ses « ténors autoproclamés » selon la saisissante formule d'Ahmed Bensaada, veulent imposer à l'Algérie, notamment après la décision du gouvernement d'instaurer la déclaration obligatoire des marches publiques, ne peut avoir un caractère spontané. Le vendredi 14 mai 2021, des échauffourées, des arrestations et des gardes à vue ont montré que la contrainte administrative est sans effet sur un apaisement durable de la rue algérienne soumise à des mouvements de foules, répétés semaine après semaine sans aucune cohérence, menés par des acteurs factieux, des entités politiques déclassées par l'Histoire et des séparatistes de détestables obédiences, entre autres du sionisme international.

Mettre le feu au pays, décidément ?

Écrit par Abdellali Merdaci
Samedi, 29 Mai 2021 05:08

Le 14 mai 2021, dans les grandes cités du pays, ce sont de semblables marches aux chants et aux slogans séditieux et injurieux pour la mémoire d'un pays à l'histoire douloureuse, assimilables à une insurrection antinationale. Qui donc avait proféré cette digne vérité : « L'Algérie, avant tout » ?

L'infâme partition d'une élite intellectuelle et politique

Rachad et ses clientèles islamistes de tout poil faisandé, le MAK et ses cohortes kabyles proches des milices fascistes européennes d'antan, de Primo de Rivera à Benito Mussolini, les délégués des « services » américains de la démocratisation du Moyen Orient aux brevets d'agit-prop établis, des « gauchos », enfants perdus de l'antique PAGS et « lambertistes » pur jus autant aigris qu'infatués, longtemps désavoués par l'opinion publique, voilà donc la trouble alternative politique qui bat le pavé chaque vendredi, qui veut s'emparer du pouvoir par l'agitation de la rue.

Voilà donc la raison inavouée des farandoles de marcheurs. Et, parmi eux, plusieurs intellectuels et derrière leurs monômes étoilés, la masse aveugle du petit peuple sans lendemain, qui affrontent, en toutes saisons, l'inusable bitume des vendredis. Des vendredis où la terre n'en aura pas fini de tourner autour du soleil et eux autour de l'incroyable projet d'abattre un pouvoir légal, suffisamment présent dans la société, malgré les bourdes de ministres sortis de la maternelle. Sombre finitude : parce que ces forces conjuguées ne visent pas une saine confrontation politique mais la destruction de l'État et du pays.

La presse (est-ce forcément son rôle ?) a toujours le souci de révéler de nouvelles têtes du néo-hirak, aux premières lignes de ce combat dévastateur. C'est la vocation du « Quotidien indépendant » d'Alger, qui consacre le 17 mai 2021 une pleine page à un astrophysicien

Mettre le feu au pays, décidément ?

Écrit par Abdellali Merdaci
Samedi, 29 Mai 2021 05:08

constantinois, jusque-là inconnu dans les rangs de l'activisme politique, arrêté par la police, interrogé et déféré devant un tribunal pour être placé sous contrôle judiciaire. Acceptons-en, par commodité, l'appellation un rien caricaturale de « Galilée de Constantine ». Le journaliste qui l'a revêtu de la défroque de l'Italien Galileo Galilei dit Galilée (1564-1642), continuateur du Polonais Copernic (1473-1543) et contemporain de Kepler (1571-1630), jeté en pâture aux tribunaux de l'Inquisition en raison de la thèse de l'héliocentrisme rageusement réfutée par l'Église et la papauté, devrait en prendre bonne note. Mais où est le lien entre la discussion d'une théorie des sciences physiques qui s'est poursuivie pendant trois siècles d'âge dans plusieurs pays d'Europe et la courte implication d'un professeur d'astrophysique de l'Université Constantine 1-Mentouri dans un néo-hirak qui cherche à dépiauter un pouvoir d'État qui, en l'espèce, n'est ni dictatorial ni illégal. Il n'y en a pas, car cet enseignant-chercheur de l'Université n'a pas été arrêté pour ses idées et ses publications mais pour avoir défié un commandement de l'État relatif à l'organisation des marches. De quelle inquisition s'agit-il lorsque la comparaison n'est pas raison ? L'astrophysicien constantinois est certainement un excellent vulgarisateur et l'Université algérienne en dispose dans toutes les spécialités de la science, mais ce n'est guère un théoricien aux portes du Prix Nobel de la discipline. Prenons garde d'en faire la victime et le symbole d'une répression par l'État du savoir.

Curieuse affaire, donc. Ce « Galilée »-là est parvenu dans le pays profond, qui croit plus aux amulettes qu'à la science, à en chasser le terrible professeur Bonatiro, le prédicateur fou des séismes, des tsunamis, des remontées de sable du désert, des apocalypses de toutes détresses écologiques et humaines, néanmoins longtemps officiant velléitaire de la chaire controversée des calendriers du ramadhan, qui savait semer un vent d'angoisse dans les chaumières. Mais, ce n'est jamais très glorieux pour un astrophysicien de l'Université, bardé de récompenses académiques, de se faire l'amphitryon des typiques Nuits du doute du mois sacré dont les ingénus guetteurs d'El Oued, damant le pion au pétaradant Bonatiro, s'acquittent parfaitement de la tâche devant la communauté des jeûneurs. Voilà « Galilée de Constantine », président l'Association d'astronomie Sirius, derrière son télescope de milles lieues, promenant la jeunesse des écoles dans l'immensité lointaine de galaxies sans nom. Une image, au demeurant sympathique de l'homme, soufflant un vent d'aventure cosmique, plus proche des personnages de Hergé, créateur de Tintin. La presse, au premier plan « le Quotidien indépendant », n'a pas peu contribué à répandre cette représentation bonhomme du physicien du globe, encourageant souvent ses foudrades contre une Université algérienne décérébrée.

Pourtant cette image idéale de l'homme cache une fêlure. Comme dans l'astronomie, scrutant l'inévitable face cachée des corps célestes, il y a dans la psychologie des personnes une insondable part d'ombre. Personne, en dehors du cercle étroit des intimes de l'astrophysicien, ne pouvait soupçonner cette remuante parentèle de gens de voiles et de chausses crevées, soldats hirsutes du Califat et les accointances qu'il pouvait y rechercher. Entre autres, celle Mourad Dhina, physicien et assassin. Qui a dit : « La sagesse ne peut entrer dans un esprit méchant, et science sans conscience est ruine de l'âme » ? En 2012, le « Galilée » constantinois, qui n'a probablement pas lu Rabelais, prenait avec conviction la défense de son

Mettre le feu au pays, décidément ?

Écrit par Abdellali Merdaci
Samedi, 29 Mai 2021 05:08

« frère » et « ami » Mourad Dhina, membre de la direction du FIS dissous à l'étranger jusqu'au début des années 2000, pourvoyeur pendant la foudroyante décennie noire d'armements pour les groupes islamistes en guerre contre le peuple algérien, intervenant directement dans le FIDA, une section de tueurs islamistes spécialisée dans le meurtre d'intellectuels, de journalistes et d'artistes. C'est, entre autres inculpations terroristes, à ce titre que la justice algérienne le condamnait par contumace à vingt ans de réclusion.

Cette défense et illustration de l'islamiste Dhina par l'astrophysicien constantinois remonte à l'été 2012. Dans la proximité des meurtres islamistes de Mohamed Merah, le tueur de Toulouse, une campagne contre la mouvance islamiste et ses acteurs résidants dans le territoire est lancée par le gouvernement français, qui arrêtait et emprisonnait Mourad Dhina. « Galilée de Constantine » prendra rudement, dans une tribune publiée le 22 juin 2012 sur le site islamiste « Oumma », la défense de son ami en admettant le bien-fondé de son combat politique islamiste. Du reste, indique-t-il, il passe à côté d'une signalée carrière sur les accélérateurs de particule, abandonnée pour donner plus de chair (hélas ! au sens propre plus qu'au sens figuré) à un engagement politique de spadassin. Pour des raisons non expliquées, cette tribune a été enlevée du site mais elle est toujours lisible sur des blogs particuliers d'aficionados islamistes.

Comment de propos si édifiants se perdraient-ils pour les « frères » ? Ont-ils été expurgés à la demande de leur auteur ? Un tel fourvoiement islamiste ne pouvait plus correspondre à une carrière académique conduite tambour battant par l'astrophysicien : professeur d'université, directeur de laboratoire de recherche, directeur d'école doctorale d'astronomie ; en fait, un patron de l'Université, qui pouvait ajouter à sa carte de visite une flopée de chefferies d'associations nationales et internationales de la discipline. Ne lui fallait-il pas se dépouiller des oripeaux d'un islamisme devenu, au gré des temps et d'une carrière brillante, compromettant ? Ce ne sera qu'une pause en attendant le retour à ces chères amours d'autrefois dans le cercle du néo-hirak.

Dans cette tribune d'« El Oumma », « Galilée de Constantine » s'attachait véhémentement à un portrait sans ambages du chef islamiste Mourad Dhina, campé en cheville ouvrière du « Contrat national de Rome », mieux connu comme « Pacte de San Edigio », signé par le FIS et plusieurs partis dont le FLN, le FFS, En-Nahda et le PT. Il notait à ce propos sur son protégé : « Il saura notamment tisser les alliances avec les différents groupes d'opposition et sera un des acteurs principaux qui permettra la participation du FIS au dialogue de San Edigio ». Un dialogue, précisons-le, qui avait pour objectif de miner la transition politique entamée par l'ANP, des syndicats, des associations et des personnalités des champs politique et culturel, au lendemain de l'annulation des élections législatives de l'hiver 1991 et de la démission du président Chadli Bendjedid. Mais le stratège politique, avantageusement décrit par « Galilée de Constantine » se transformera en stratège de guerre islamiste. Tout à la défense démesurée de

Mettre le feu au pays, décidément ?

Écrit par Abdellali Merdaci
Samedi, 29 Mai 2021 05:08

Mourad Dhina, l'astrophysicien de l'Université Constantine 1-Mentouri, n'aura pas un mot de compassion pour nos sœurs et nos frères tués – ou irrémédiablement blessés. La guerre du FIS et de ses groupes islamistes armés contre le peuple algérien, ce sont des centaines de milliers de morts et de millions de traumatisés à vie.

Pourquoi « Galilée de Constantine » ferait-il part de regrets ? En 2012, il ne nourrissait aucun doute sur le combat islamiste de Mourad Dhina et décriait cette presse éradicatrice – ainsi « Le Quotidien indépendant » qui, dans un sublime paradoxe de notre temps outré, le défend crânement aujourd'hui ; il écrivait religieusement soldant la responsabilité de son « frère » et « ami » dans l'hécatombe islamiste : « C'est en tant qu'un des dirigeants du FIS à l'étranger qu'on va lui faire endosser les accusations "d'association à des actes et entreprises terroristes", en fait, toutes plus fallacieuses les unes que les autres. De surcroît, comme si cela ne suffisait pas, il sera l'objet d'une haineuse et implacable campagne de diffamation propagée dans les cercles et journaux éradicationnistes algériens, dont les inspireurs étaient connus de tous ». C'est bien « Le Quotidien indépendant » qui distingue le louangeur d'un tueur de jadis et naguère. Prenons acte – convient-il d'y insister ? – d'une époque où les ennemis d'hier sont les alliés d'aujourd'hui, unis dans la seule mesure de l'absurde. C'est, en effet, la charte non écrite du néo-hirak.

L'Histoire est une répétition tragique et pathogène. L'astrophysicien constantinois, en mandant d'un islamiste décomplexé, assassin et zélateur d'un retour aux âges premiers de la Révélation, qui sous cet éclairage est un « Galilée » usurpé, défie toutes les audaces rhétoriques de l'oxymoron lorsque la science se lève au service de l'obscurantisme et du crime contre l'humanité. Et, il n'en a cure, qui cisèle le portrait ajouré du chef islamiste : « Mourad Dhina, le scientifique talentueux, l'homme d'une probité intellectuelle et d'une intégrité morale à toute épreuve, ce père de 6 enfants, connu pour son extrême affabilité et sa gentillesse débordante ». Ce paragon d'humanité, père de famille aimant, n'a jamais été troublé par le massacre de petits Algériens par ses comparses, peut-être avec les armements qu'il leur procurait diligemment ? Dans l'infinie tragédie de tueries islamistes de ces années 1990, ces petits scouts de Mostaganem qui hanteront longtemps l'âme chavirée de l'écrivain Yasmina Khadra, il ne les a pas oubliés trente après l'horrible carnage (« Le Baiser et la morsure ». Entretien avec Catherine Lalanne », Alger, Casbah Éditions, 2021), ces bébés précipités dans des fours à chaux dans l'Ouarsenis, ces écoliers brûlés dans leurs écoles, dans l'arrière-pays blidéen. Partout dans toutes les contrées, l'islamisme, aux méthodes nazies, assassinait des enfants d'Algérie.

Mourad Dhina ne regrette rien de cette sanglante décennie noire des années 1990 ; mieux encore, en 2021, il veut replonger l'Algérie dans les flammes de la géhenne. Son défenseur, le président de l'Association d'astronomie Sirius, souvent dans l'entourage d'écoliers et de collégiens, lui-même père d'enfants, connaît l'émouvant sentiment d'émerveillement et

Mettre le feu au pays, décidément ?

Écrit par Abdellali Merdaci
Samedi, 29 Mai 2021 05:08

d'innocence de l'enfance devant la science. Ce sont des enfants d'Algérie qui ont été enlevés par les tueurs islamistes et leurs chefs à leurs familles, à leur pays et à ce sentiment de l'enfance, d'émerveillement et d'innocence. Cela compte si peu.

Aucun chef du FIS interdit, et au premier plan Mourad Dhina, n'est rachetable en raison de crimes contre l'humanité, restés impunis. Mourad Dhina, « ce père de six enfants », était et reste insensible à ces boucheries, encouragées comme le génocide islamiste d'Algériens par la direction du FIS dissous à l'étranger. C'est Anouar Heddami, autre « scientifique » islamiste, réfugié aux États-Unis d'Amérique, qui revendiquait, au nom d'une instance parlementaire du parti dissous, la tuerie collective du 30 janvier 1995 lors de l'attentat islamiste contre le siège des services sécurité, boulevard Amirouche, à Alger, faisant une quarantaine de morts et des centaines de blessés. Répétons-le donc : « Science sans conscience... ».

Il est évident que la terre n'en a pas fini de tourner autour du soleil, pour nous livrer, en Algérie, le résolu axiome que « tout change pour que rien ne change ». L'affection déclarée par le pseudo-« Galilée » constantinois à Mourad Dhina ne change pas. Et chaque Algérien est dans la nécessité de savoir et de comprendre l'engagement l'astrophysicien constantinois en fondé de pouvoir de Rachad dans le néo-hirak. Dans la conclusion de son appel en faveur du criminel Dhina, le président de l'Association d'astronomie Sirius lançait ce cri du cœur : « Agissons aujourd'hui pour que Mourad Dhina puisse recouvrer sa liberté et que sa parole soit enfin libérée ! » Il y a des connivences mortelles et ineffaçables.

Le dirigeant du FIS Mourad Dhina, recyclé dans l'organisation terroriste Rachad, a repris sa liberté de parole et de nuisance terroriste : il a toujours sur les mains le sang de nos martyrs de la décennie noire qui n'a pas séché et entache celles de son protecteur assumé. Il n'est jamais inutile que tombent les masques.

Un tournant incertain du néo-hirak

Mettre le feu au pays, décidément ?

Écrit par Abdellali Merdaci
Samedi, 29 Mai 2021 05:08

Cet engagement, que prennent quelques figures suffisamment visibles de l'élite de la société à combattre sans merci la stabilité de leur pays est sans grandeur et sans mérite, lorsqu'elles se cachent derrière la foule d'un néo-hirak qui tourne en rond, dont le credo de ses chefs est de prendre le pouvoir par des menées anarchiques et antinationales. Mais l'hypothèse d'une révolution colorée, d'une « printanisation » de l'Algérie, écrasant le « système », est improbable et le seul risque encouru par le pays est de retomber comme dans les années 1990 dans d'inaltérables fleuves de sang.

Vers la fin de l'hiver et au début du printemps 2019, lorsque le hirak originel (à l'enseigne du « khawa-khawa » auquel je participais pleinement) avait baissé pavillon en raison de la chute de la maison Bouteflika et que le néo-hirak, qui entendait lui succéder, était disqualifié, l'unique et éclatante alternative au « système », aux commandes du pays depuis 1962, était le passage par les urnes. Est-il possible d'imaginer que l'astrophysicien constantinois au tropisme islamiste rachadien éventé, délaissant ses croissants de lune, et les marcheurs de toutes sectes et confréries, empruntent le sage chemin de la conciliation, respectée ressource pour un changement admis par tous, sans ressentiment, le seul qui sauvera notre grande nation de martyrs ? Or le néo-hirak, qui prétend mobiliser trente millions d'Algériens, plus que le nombre de citoyens en âge de voter, a été lamentablement absent à la présidentielle de décembre 2019. Il le sera également aux législatives du 12 juin 2021.

Il n'est jamais de bonne morale politique d'appeler le feu sur le pays et de penser le changement par la violence de rue. Et, il n'est jamais dit que l'État algérien et le pouvoir qui l'incarne ne réagiront pas face aux fantasmagories de prophètes de malheur courant derrière des agendas étrangers. Les récentes restrictions policières au néo-hirak du gouvernement, alors qu'il fallait radicalement l'interdire en raison de ses directions autoproclamées, d'inspiration islamo-fasciste et séparatiste, ne peuvent qu'inscrire un recul de son action et donner du grain à moudre aux troupes disparates de marcheurs, jamais éloignées de la tentation du pire.

Dans cette ambiance délétère, je lis et je découvre avec stupéfaction, dans la même édition du « Quotidien indépendant », que l'Algérie tient son « Vendredi noir » et que dans des arrière-salles ombreuses se préparent déjà des « fronts contre la répression ». Rien que cela, mais dans quel étrange pays vivons-nous ? À lire ce journal et d'autres de la même encre putride, surgit l'incroyable et désespérante impression que les Algériens sont sous la botte d'un

Mettre le feu au pays, décidément ?

Écrit par Abdellali Merdaci
Samedi, 29 Mai 2021 05:08

État colonial. Lorsqu'on évoque un « Vendredi noir », comme en a prodigué au monde le sionisme israélien et l'impérialisme américain au Moyen Orient, c'est bien d'un théâtre sanglant que l'on parle assurément. Il ne manque à ces certitudes d'opposants néo-hirakistes que des morts. Triste Algérie.

Notes en marge de cette contribution.

1. Sur l'implication islamiste de l'astrophysicien constantinois, je renvoie à l'article documenté de Mehdi Messaoudi dans l'édition du 18 mai 2021 du journal en ligne « Algérie 54 » [Oran].

2. Si les dispositions réglementaires du gouvernement sur l'organisation des marches sont appliquées, il faudra retourner à un jeu politique loyal et à une saine rivalité de projets politiques pour l'alternance au pouvoir – voire même l'instauration d'une Deuxième République algérienne rêvée. Si les militants islamistes, des partis pseudo-démocratiques, des bobos algérois (dans le sillage de Mustapha Bouchachi, Zoubida Assoul, Karim Tabbou), de la gauche classique (héritiers du PAGS) et de l'extrême gauche trotskiste (ainsi le PST), ont pu pactiser dans la rue, ils ne le feront jamais dans les urnes.